



L'IMAGINAIRE D'UNE SOCIÉTÉ ÉCOLOGIQUE POST-URBAINE

*Entre croyances limitantes (urbaines) et visions
agissantes (post-urbaines)*

1. Constats initiaux et questionnements

Partant des grands enjeux ayant présidé à l'engagement des Etats généraux de la société écologique post-urbaine, **six sujets d'intérêt** ont été collectivement définis en novembre 2020 avec les trente organisations participantes (cf. <https://www.post-urbain.org/>). Ces sujets ont été approfondis **dans le cadre d'ateliers**. Parmi ceux-ci, la décroissance urbaine (et singulièrement métropolitaine), les clivages potentiels dans l'installation périphérique (anciens et « néo »), ou encore le rapport aux institutions dans l'autonomie d'action.

Partant du constat d'un **désamour croissant des grandes villes** et d'une volonté grandissante d'installation dans des lieux hors métropoles, l'atelier consacré à l'imaginaire d'une société écologique post-urbaine souhaite démontrer que, on peut vivre collectivement fort bien (**frugalité ou sobriété heureuses, décroissance conviviale ou joyeuse, simplicité volontaire** etc.), de manière tout à fait épanouissante, dans les espaces moins denses... à condition de quelques vigilances.

Dans ce registre, **croyances et valeurs associées** renvoient au temps long des constructions socio-spatiales, économiques et politiques. Et, dans ce temps long, l'urbain dense a historiquement constitué un modèle d'existence, fondé une certaine représentation des milieux écologiques de vie ou encore de nos rapports à l'économie et au politique. En somme, **les grandes villes** ont construit nos réalités et leurs narrations, et les habitudes qui leurs sont associées sont indéniablement **des freins au changement écologique de nos manières d'habiter la terre**.

Il y a donc lieu d'interroger les valeurs et croyances véhiculées au sein des grandes concentrations urbaines avant même de développer une vision agissante à partir d'imaginaires plus ou moins fantasmés du désir, et ce pour **desserrer l'encastrement de nos formes de vie et nos cadres de pensée dans l'urbanisation généralisée** : économie de la grandeur et rapports au confort, représentations d'abondance et « écologie » des styles de vie, socialisation du « vivre ensemble » et dépendances comportementales aux dispositifs techniques et urbanistiques...

A moins de poursuivre sans fin l'urbanisation capitaliste du monde et l'artificialisation totale de la terre/Terre, ces **habitudes hyper-urbaines** nuisent à l'imagination quant aux besoins réels de vie et des ressources nécessaires pour ce faire dans les mondes ruraux, petites villes et villes moyennes : **relocalisation** de petites productions manufacturées et développement de l'habitat coopératif et/ou léger, **autonomie** vivrière et « droits culturels », rapports à d'autres formes de mobilité et aux technologies numériques...

Partant de ce constat, **trois grands types de questionnements**, non exclusifs, sont traités.

Le premier concerne **les freins au changement et les verrous psychologiques principaux** : Quels sont ces freins à la pensée **d'autres formes d'habiter que la seule densité et l'abondance contre-écologique** ? Comment abaisser les **niveaux de besoins et de dépendances techniques** rendues nécessaires par l'abondance, la concentration et les modes de vie de plus en plus artificialisés ? La densité n'assure-t-elle pas les conditions d'une vie sociale, politique et sensible épanouissante ? Le post-urbain ne risque-t-il pas de réduire **solidarités et cosmopolitisme** ?

Le deuxième concerne **les craintes associées à la mise en place d'écologies post-urbaines** : Quelles seraient les écologies post-urbaines vertueuses lorsque la crainte est vive de voir des **migrations massives** vers les campagnes ? Comment prévenir le risque d'uniformisation en pensant la taille limite (population, ressources...) ? Les espaces ruraux ne sont-ils pas imaginés comme un lieu de **l'abondance facile** et d'un accès libre aux ressources environnementales ? Comment penser le vivre ensemble dans les espaces ruraux **malgré la distance et les contraintes de déplacement** ? Quelle place pour **la culture et ses droits, pour l'éducation** et ses pédagogies renouvelées ?...

Enfin, concernant la réorganisation politique, sociale et écologique que suppose la mise en place de ces nouveaux modes de vie, **sur quelles bases imaginatives et créatives**, par exemple relative à la communauté biotique et à ses limites, à la paysannerie et à ses pratiques (activités, cultures, échelles), **penser décentraliser et relocaliser, décroître et s'autonomiser** ? Faut-il relocaliser, et quoi ? Faut-il décentraliser, et quoi ? Faut-il prétendre à l'autonomie, et si oui quels sont les leviers et méthodes pour y parvenir ? Cela inclut-il l'autonomie politique ? A partir de quelles croyances sur nos puissances ? Sobriété et frugalité, et plus encore déconcentration et décroissance peuvent-elles structurer un imaginaire du désir ?

Liste des 12 organisations impliquées dans le chantier

Cap Habitat Coopératif
Fondation de l'Écologie Politique
Habicoop AURA
Habitants de Logements Ephémères et Mobiles (HALEM)
LUMIA
Maison commune de la décroissance

Réseau des territorialistes
Réseau InPact
Réseau Relier
Terre de liens
Transiscope
UNADEL

2. Intentions de l'Atelier : éclairer les déterminations de nos croyances et visions

Deux grandes intentions sont nées du questionnement triple autour des freins, des craintes et des bases imaginatives et créatives.

2.1 Éclairer les déterminismes des formes de vie urbaines

En premier lieu, les motivations conduisant au départ des grandes villes de même que les leviers à la transformation écologique de ses formes de vie hors des métropoles doivent être simultanément traitées. Il s'agit de s'assurer des conditions de réalisation par déconstruction des croyances à l'aune des **besoins réels** et des ressources locales, et ainsi de construire une **vision agissante comme force de mobilisation en la matière, sans modèle universalisant**.

Or, s'il existe des signes multiples de désirs et d'aspirations à d'autres manières de vivre plus écologiques, leurs croyances et imaginaires, symboles et valeurs renvoient au temps long des constructions sociales et spatiales, économiques et politiques... et dès lors d'abord urbaines de ce qui fait modèle d'existence, représentation de l'écologie ou encore rapports au politique. Avec force de mises en narrations et récits historiques des réalités territoriales et des mutations de ce jour. Il s'agira dans un premier temps de **débroussailler ces schèmes de croyances et systèmes de valeurs**.

2.2 Entrevoir les racines des visions agissantes

Penser le devenir d'une société écologique post-urbaine ne peut donc faire l'économie d'un **croisement des croyances limitantes et des visions agissantes**, pour certes mettre à nu l'encastrement de formes de vie et cadres de pensée dans une urbanisation généralisée, dans la métropolisation engagée, dans un urbain dense largement vanté, véhiculant économie de la grandeur et rapports au confort, représentations d'abondance et « écologie » des styles de vie, socialisation du « vivre ensemble » et dépendances comportementales aux techniques... Mais aussi pour **mettre en lumière la détermination des visions se voulant agissantes** par de schèmes de croyances au long cours.

Si des **habitudes** nuisent à la pensée d'une telle société dans les mondes ruraux, petites villes et villes moyennes, elles en **façonnent également les aspirations, visions, motivations au changement de vie** : relocalisation d'une petite production manufacturée, développement de l'habitat coopératif, autonomie vivrière, démobilité, nouveaux « droits culturels »... Il s'agira alors ici d'assurer cette clairvoyance, considérant que la société écologique post-urbaine impose quelques reconsidérations de **visions fantasmées** (ex : de nature), et à cette fin quelques délestages (ex mobilités ?).



3. Propositions des États généraux : retourner les valeurs de l'urbain et saisir les représentations du départ

Suivant en cela le programme d'atelier, nous avons déployé un premier travail sur les **qualités associées à l'urbain**, et ce en partant des représentations positives. Dans ce registre, à la description sensible de pratiques urbaines ont très vite succédé des valeurs ancrées dans les **expériences de l'urbain**. Il ne s'agit donc pas d'injonctions morales, mais des valeurs qui s'imposent à nous par les matérialités même de la ville et des formes de vie associées. Ces valeurs orientent la manière dont nous vivons directement l'urbain et dont **nous nous projetons dans l'urbain, singulièrement les grandes villes, comme environnement de vie**.

Cinq valeurs sont ressorties et quatre ont été approfondies en sous-groupes. Ces valeurs ont été étudiées **comme des leviers de réalisation d'un méta-récit de l'urbain**. Elles ont été comprises dans une perspective d'action visant à long terme sinon leur déconstruction, tout du moins leur de-re-qualification. Elles ont été analysées comme un argument politique qu'il conviendrait d'explicitier pour alors **faire éclore et dévoiler du dedans les brèches alternatives** pour une société écologique post-urbaine.

Cet exercice ne s'est pas avéré aisé, notamment lorsqu'il s'est agi de tenter l'introspection de **l'attraction exercée par ces valeurs et croyances**, et ce en partant de la réalité matérielle de leur encastrement, pour alors se projeter dans de **véritables stratégies discursives de retournement en vue de récits alternatifs**.

3.1 La "réalisation de soi" : faire éternité

Arguments d'autorité

La ville serait le lieu des possibles, où de ce fait les individus se réaliseraient, réalisation entendue comme la capacité de développer des potentialités qui nous seraient propres et qui fonderaient le sens de notre existence.

Deux interprétations possibles de la réalisation de soi par l'urbain ont été mises en avant :

- exister de manière singulière, se construire comme individualité,
- se fondre dans un mouvement progressiste dans lequel nous nous mettons au service d'un destin collectif qui nous dépasse.

La grande ville nourrit ainsi le sentiment de fierté d'être au cœur de la modernité : être parmi ceux qui s'inscrivent dans un mouvement de progrès. La place occupée par les institutions du savoir (école, université, musée...), et leur rôle dans l'imaginaire urbain de l'émancipation est symptomatique de telles constructions.



Plusieurs réalités urbaines favoriseraient cette réalisation :

- choisir ses rythmes d'existence par l'accès permanent aux commodités (marchandes principalement),
- s'assumer dans et par la diversité des personnes qui la composent,
- révéler ses dispositions et capacités latentes grâce à une somme quasi infinie de stimulations.

Arguments de déconstruction

Toutefois, ce sentiment d'appartenir à un mouvement progressiste revient à se réaliser personnellement en évinçant d'autres réalités socioculturelles non moins spatialisées. Si la réalisation de soi se construit au contact de la satisfaction potentielle de désirs socio-spatialement construits, **elle se fait alors par différenciation, voire disqualification, d'autres espaces de peuplement, d'autres cultures d'appartenance, d'autres formes écologiques de vie...** : ruralités, villes petites et moyennes.

Plus encore, si derrière la notion de réalisation de soi se joue la question de l'altérité, du rapport aux autres pour se construire comme individu, **cette réalisation** par l'urbain se fait de manière non moins singulière, factice. L'urbain anesthésie la confrontation par l'occupation des corps, la stimulation des esprits, l'emballlement des vies... ce qui crée en fait une **perte d'attention à l'autre**. Et, dans ce registre de l'inconséquence, la ville anesthésie aussi le rapport au vivant qui sommeillerait éventuellement encore en nous. La stimulation incessante crée le **vide de sens pour alors mieux le combler par l'artifice**.

Arguments de retournement

Quelle est alors la place des exclus dans ce discours de la réalisation ? Le discours dominant a déjà intériorisé l'exclusion, souvent par invisibilisation. Au sein de masses de centaines de milliers voire de millions de personnes, il y aura quelques élus en réussite, confortant alors le discours de **l'accomplissement par la mise sous tension** (et plus encore la mise en compétition). Mais, il n'y a pas besoin d'être en souffrance économique pour être exclu de toute réalisation de soi. Pour certain-e-s, c'est même misérabiliste que de penser les exclus sociaux comme les seuls à ne pas atteindre cette quête. L'émancipation des femmes promise par l'emploi intellectuel est loin d'être un accomplissement. Elle conduit à des doubles journées pour des demi-salaires et demi-retraites... Et, dans le prolongement, inclure la question des exclus ne revient pas à penser les politiques métropolitaines de ré-inclusion (ex : renouvellement urbain) comme efficaces. Au contraire, elles participent de la gentrification des espaces et de l'artificialisation de nos environnements de vie, au profit des mêmes exclusions.



La solution est donc de **retrouver du sens**, de penser de nouveaux mondes communs, dans lesquels notre place (subjectivation politique) et celle du vivant seraient reconsidérés parce que dorénavant reliés. Et pour cela, la stratégie est de montrer que l'ont peut **se réaliser et s'accomplir autrement, ailleurs, en dehors des villes**.

3.2 L'hédonicité du plaisir : un monde de l'illimité

Arguments d'autorité

La société urbaine est construite sur la recherche de plaisirs dans l'immédiateté et l'abondance de l'offre en diversité et quantité : consommation facilitée par la livraison et le commerce ouvert en permanence, ivresse et orgie gourmande, jouissance et confort matériel, accès quasi instantané à un bouquet de services... « La ville c'est facile, mais cela se paye. Il suffit de payer... ».

La ville détermine ainsi nos passions : disponibilité permanente et satisfaction immédiate, dans une pluralité de domaines (loisirs et divertissements, restauration et événements...). Cette société repose sur une **vision d'un monde illimité**, aux ressources abondantes et mobilisables. Et elle détermine aussi nos rapports sociaux sur cette base : **on consomme également une multiplicité d'expériences sociales**.

Pour ce faire, formes et vies urbaines érotisent l'ensemble des biens de consommation. La ville présente et surtout représente de manière formelle **une vision de jouissance du monde**.

Arguments de déconstruction

Mais, ce rêve de plaisirs faciles et illimités scande **le règne du court-terme et de l'individualisme forcené**. Il est étroitement dépendant des possibilités économiques, donc source de frustrations non moins grandes lorsque l'on n'évolue pas dans une certaine sécurité. Au point d'aliénations, par **perte de sa subjectivité propre**.

Cette escalade de la jouissance est **source d'addictions**, particulièrement par la comparaison concurrentielle de la détention de biens matériels. On est dans **le règne de l'artificialité totale**. Nos sens y sont émoussés parce qu'ils sont sur-stimulés. On ne (res)sent plus rien et plus rien ne vaut véritablement. Cette hédonicité est une colonialité de nos expériences sensibles et représentations collectives, au profit de **l'atomisation compétitive des vies et d'imaginaires de jouissance individuelle**.

C'est en fait un **rapport pornographique aux plaisirs** qui se construit dans les grandes densités urbaines. Ce rapport consiste à croire que les **satisfactions immédiates sont à disposition** et qu'il suffirait d'en avoir les moyens d'accès ou de pouvoir en changer (pornographie : vision du



corps des femmes comme toujours disponible). On ne prend donc pas soin de l'autre et, par exemple, si la relation se dégrade, on change de fréquentations. Il n'y a pas d'efforts à fournir. Nous avons affaire à un **rapport de prédation**, qui participe aussi de croyances quant à nos rapports au vivant.

Arguments de retournement

En vue de diminuer la quête effrénée de dépendance aux plaisirs urbains, il y a lieu de **recharger l'idée du bonheur ressourçant et inoffensif écologiquement** hors des grandes villes. Mais, pour cela, en partant des croyances installées, il convient de **questionner les besoins, leur satisfaction, leur priorité** (par opposition à des besoins artificiels), et donc **le sens même de ce qu'est le plaisir éprouvé** par chacun.e. Cela suppose d'oser dire qu'il existe des plaisirs artificiels et destructeurs, **sans pour autant normer** ce que seraient **les besoins authentiques**, les plaisirs écologiques du post-urbain, au risque d'une homogénéisation sociologique par uniformité des plaisirs vantés et attendus.

Pour requestionner besoins, plaisirs et satisfactions, et alors souligner l'aberration des sociétés urbaines, il y a nécessité de **faire l'expérience personnelle, vécue positivement ou négativement, d'une satisfaction satisfaisante**. Il s'agit alors de poser la question du sens, en montrant que la recherche permanente de plaisirs, très souvent insatisfaisants, est un moyen de l'éviter. C'est le seul moyen de ne pas omettre ceux qui ne connaissent que la ville et qui n'ont pas d'expérience de plaisirs en dehors de l'urbain. Il ne suffit pas toujours de désurbaniser pour se soustraire à la quête des plaisirs produits par l'urbain, mais, à n'en pas douter, **l'expérience directe du vivant** pourrait grandement y aider.

3.3 La liberté du choix : une émancipation recherchée

Argumenté d'autorité

Que ce soit par les potentialités de la réalisation de soi (3.1) ou pour la quête de plaisirs infinis (3.2), l'urbain s'est construit au travers d'une opportunité jamais démentie, celle d'une multiplicité de possibles, dans la consommation, dans la culture, dans l'éducation, dans le militantisme... C'est la part visible de ce qui **nous rendrait libre**. Et la part d'invisibilité est non moins vantée dans les discours dominants. Par exemple, l'anonymat personnel serait un moyen de réduire le contrôle des corps et des comportements, et donc le contrôle social, contrôle fréquemment décrit comme l'effet des petites unités de vie, dans les campagnes notamment.

C'est ainsi que, indiscutable, la **liberté est pensée comme condition d'arrachement** à une condition (sociale, sexuée, racisée...), et ce faisant comme capacité de s'extraire du jugement des autres (bref, une émancipation), et, simultanément, comme moindre dépendance à ces héritages vécus de façon pesante. La **mobilité** (sociale, physique, intellectuelle...), par le nombre et la proximité, par l'offre des services et des équipements, est indéniablement adossée à ce



récit de la liberté prétendument offerte par les formes de vie urbaines.

Arguments de déconstruction

La liberté d'être et de prétendre exister ne se fait que par **atomisation et mimétisme** des comportements, **au détriment de l'épreuve du faire comme puissance personnelle d'agir** et comme subjectivité politique. C'est par le faire directement que l'on conçoit l'altérité, que l'on s'ancre dans le monde, et ce en construisant une réelle singularité (qui ne saurait se limiter au développement personnel et au bien-être passivement ressenti).

Il s'agit donc de **questionner la liberté précisément offerte par la multiplication des choix et la l'anonymisation**, lorsqu'il s'agit de choisir son identité sans contrôle social (« être plus que paraître »), notamment par l'expérience d'autres modes de vie ou encore d'une **reconsidération de ses rapports au travail**, à l'éducation, aux institutions... et à **toutes les dépendances engendrées par la massification urbaine**. Stimulations incessantes, compulsion provoquée et frustrations engendrées sont néfastes dans ce dessein de **réempuissancement par une liberté de faire directement par soi-même**.

Et, dans un contexte où les grandes densités se voient imposées un surcroît de contrôle par les autorités, il s'agit d'interpeller cette liberté urbaine aussi par la **solitude produite**, et plus encore par la **défiance interindividuelle croissante**, donc de poser la question de la confiance par moins d'aseptisation et ce faisant moins de soumission, qu'il s'agisse des rapports de voisinage (ex : liberté d'aller et venir sans fermer à clef... propre aux campagnes, mais aussi encore à quelques maisonnées), ou, dans la situation du moment, d'une éducation hors les murs d'établissement.

Arguments de retournement

L'un des premiers arguments de retournement est la **liberté de ne rien faire, de se pauser, de se reposer**, de moins en moins possible en ville. Dans ce registre d'autres attitudes et comportements réellement libre, il y a lieu par exemple de penser les **conditions de l'enfant dans les grandes villes** et de l'assignat dramatiquement pauvre de leurs activités : impossibilité de se mouvoir et de créer, de jouer et de s'évader (cf. aires de jeux clôturés, aux équipements rigides). Un autre argument de retournement est celui de poser la **question des institutions et des formes de contrôle que l'on a intégrées**, ce qui conduit à développer aussi des dépendances urbaines en dehors des grands cadres urbains. On ne s'autorise pas de manière spontanée à être libre en dehors des métropoles. Ici, aménagement et équipement, urbanisme et architecture, y compris dans des espaces éloignés des grandes villes, nous privent de liberté par la préfiguration des usages consuméristes, fonctionnels, récréatifs... attendus. **La vraie liberté c'est de choisir ses contraintes et de s'y plier ensuite**.

Le commun post-urbain pourrait aider à penser une **liberté étalonnée sur la puissance de chacun.e de faire directement par soi-même**, et notamment de produire matériellement et symboliquement ses propres conditions d'habiter.



3.4 L'efficacité infinie : une quête de puissance

Arguments d'autorité

Que ce soit par les potentialités de la réalisation de soi (3.1) ou pour la quête de plaisirs infinis (3.2), si « l'air de la ville rend libre » (aphorisme du XI^{ème} siècle, époque où l'accès à la ville permettant de s'affranchir de la servitude) (3.3), **l'efficacité s'affirme comme le moyen de toute réalisation**. Elle est ainsi une autre grande valeur fondatrice des villes, particulièrement justificatrice de leur croissance séculaire. Cette efficacité repose sur la polarisation des organes de commandements, sur les économies d'échelle par la concentration des activités, ou encore sur la densité des réseaux. Le discours de ce jour puise beaucoup dans la prouesse technique des smart cities pour à la fois accroître l'efficacité des agglomérations et en réduire les impacts écologiques.

Dans ce registre, **la densité serait alors l'un des attributs premiers de l'efficacité : rassemblement des fonctions, intensité des flux** (déplacement, informations, énergie...), centralisation des pouvoirs... Et les **rythmes urbains** de fonctionnement en ressortiraient eux-mêmes avantagés par la disponibilité immédiate des biens, par la mobilisation quasi-instantanée des personnes et par la diversité des services dès lors proposées face à la diversité des besoins potentiellement réunis. Enfin, dans le champ plus spécifique du politique, la grande ville serait également efficace non seulement par la **concentration des scènes décisionnelles, mais également par la massification de l'action militante**, organisée dans la confrontation directe aux organes du pouvoir, économiques comme politiques, et aux actions qu'ils défendent et conduisent.

Arguments de déconstruction

Le premier des arguments de la déconstruction est que cette efficacité vantée s'appuie de moins en moins sur une fonction productive des grandes organisations urbaines. La destinée des grandes villes **dépend chaque jour davantage de territoires éloignés et de flux de plus en plus lointains**, créant des effets en chaîne de plus en plus opposés à l'efficacité recherchée.

En outre, par **des effets** notamment de **saturation**, les très grandes densités complexifient sans cesse l'organisation des nœuds et le fonctionnement des réseaux, et plus encore l'organisation des conduites et l'aménagement des lieux. Ce qui là aussi nuit de plus en plus ostensiblement à l'efficacité visée.

Or, pour faire face à cette complexité croissante liée à la massification des concentrations et aux dépendances de plus en plus éloignées, le **recours quasi-systématique aux experts** et donc à la spécialisation fonctionnelle des savoirs techniques dépossède les habitant.e.s de **toute capacité d'action**, fondée sur l'appréhension directe des fonctionnalités, sur les vécus ordinaires des dispositifs ainsi promus.



Et, dans cette perte de capacité d'action et donc d'atteinte à toute liberté de faire directement par soi-même, le caractère superflu de l'abondance des choix, celui de l'hédonicité déjà traitée, participe très activement de la dépossession par la surcharge cognitive, mais également de **déséconomies et dispersions multiples** (ex : énergétiques) que les autorités se font fort de réduire par le cercle « vertueux » de la prouesse technique aux fins d'efficacité de gestion de la masse.

Arguments de retournement

L'efficacité est toujours relative à des usages pré-pensés et prédéfinis, usages véhiculant l'idée d'un infini des ressources à consommer, des techniques à développer, alors même que la finitude des ressources et moyens fait de la **simplicité, de la sobriété, du ralentissement et de la tempérance les seules efficacités écologiques**.

La question qui se pose alors est celle de la **décélération technique** : faut-il penser un système écologique post-urbain fondé sur des techniques efficaces par rapport aux limites écologiques, ou refuser le récit même de l'efficacité technique en considérant les besoins sur la base des valeurs évoquées de sobriété et de frugalité ?

Pour répondre aux sensibilités encore largement ancrées de l'ingéniosité humaine, les **low tech** doivent dans un premier temps être mises en avant, en veillant toutefois à la diminution de l'emprise technique des activités et des vies, en remisant notamment, progressivement, la mécanique et son automatisation au profit d'une **réappropriation des outils de la main**.

3.5 Socialisation par mélange : le récit de l'altérité

L'une des efficacités premières, servant indéniablement de justification au mantra de l'urbain, est de prétendre faire société. Se réaliser, en toute efficacité, et éprouver quelques plaisirs, en toute liberté, ne peuvent décevoir, parce que trop individuelles, être mis en avant sans interroger **les communautés de vie ainsi façonnées**. Voilà la raison d'être de cette valeur de socialité, voire de civilité, que **le terme d'urbanité incarne très directement**, et ce très anciennement. Elle est même au berceau de la prétendue **supériorité de la civilisation urbaine**.

Arguments d'autorité

La grande ville comme diversité des conditions d'existence et donc comme multiplicité des cultures d'appartenance : le lieu du croisement et de la rencontre, et donc du **façonnement du sentiment d'altérité**, au fondement de la prétendue tolérance à la différence, donc de l'urbanité et de ses **savoir vivre** qui lui sont accolés. L'urbain est d'abord **une ouverture au(x) monde(s), une faculté de se mélanger**.



Arguments de déconstruction

La vertu ce mélange est étalonnée sur les différences a priori plus nombreuses dans les grandes villes, alors même que cette **multitude** existe aussi **dans les campagnes**, mais largement invisibilisée par la disqualification rurale de tous temps nécessaire aux récits de l'urbain accueillant.

Surtout, les **rencontres proposées** et le **mélange ainsi vanté sont toujours internes à des groupes sociaux aux habitudes de vie proches**. Il ne s'agit pas d'altérité, mais de distinction (autant culturelle que sociale), vécue positivement par la densité des groupes impliqués sans pour autant cultiver la diversité et ce faisant la mixité.

C'est bien là-dessus que butte par exemple la **mixité sociale**, valeur défendue par les autorités à l'occasion de tout projet de construction ou de réhabilitation d'un quartier d'habitations.

Arguments de retournement

Le **mouvement permanent** crée une **facticité**, celle de l'existence par le **remplissage**, et ne fait alors par exemple qu'anesthésier le sentiment de solitude propre justement à la démesure de la masse des corps réunis par la densité.

Dès lors, l'efficacité de se réaliser est très relative. La réalisation de soi est **largement déterminée et ainsi programmée, donc très peu juste, culturellement et socialement**. La liberté de s'exprimer est par ailleurs celle des normes de l'urbanité, dans lesquelles l'hédonicité confine, par la distinction, à l'exposition de soi, et à des manières d'être propre à l'érotisation des corps, à la sensualité des pratiques...

Est-ce la socialisation adaptée pour « faire société » face à la fin engagée du vivant ?

3.6 Les représentations des ruralités et des villes "à taille humaine"

La question première qui se pose depuis les formes urbaines de vie est celle des **représentations dépréciatives et mélioratives des ruralités et des petites villes**. A la question « Selon vous, comment les gens se projettent en dehors des grandes villes ? », les réponses spontanées ont été celles-ci : « Le repos, la décélération, les rencontres, la célébration, la réalisation de soi, la place du corps, la sensorialité, les cycles du vivant, l'installation d'un groupe ou d'une communauté pour motiver, engager et mobiliser. »

Après échanges, et prenant appui sur l'expérience de vie de chacun.e des différentes organisations participantes, plusieurs mots clefs sont ressortis de manière plus affirmée. **Le départ, depuis la pensée de l'urbain dense, permettrait :**





- de **se projeter** dans le calme et le repos,
- de **se pauser** et de ralentir,
- de s'isoler et de **trouver** refuge/**protection**,
- de **s'entraider**, de coopérer,
- de **faire (autrement) culture** et de s'organiser à cette fin,
- et, enfin, de **célébrer** (par exemple la quête d'autonomie).

Il a alors été proposé de structurer les champs projectifs ainsi envisagés autour de trois domaines de valeurs qui traversent justement les schèmes de croyances construits dans l'urbain dense : **Habiter, Coopérer, Autogérer.**

Et, pour compléter ce premier abord des représentations depuis les styles de vie des grandes villes, il a été convenu de mener une enquête auprès des différentes personnes investies dans les EGPU, ainsi que dans leurs réseaux amicaux et affinitaires, sur les attaches à la grande ville et sur les desseins d'en partir (cf. Résultats d'enquête « **Besoins et désirs de quitter les grandes villes** »).

